

Qu'est-ce que le TTIP?

Le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement TTIP entre l'UE et les États-Unis vise principalement une chose : laisser le champ libre aux multinationales. La Suisse ne peut pas participer aux négociations, mais elle peut rejoindre l'accord en tant qu'État tiers. Le SECO a déjà entamé les pourparlers dans ce sens. L'aboutissement de ce partenariat créerait la plus grande zone de libre-échange dans le monde (TAFTA). Traditionnellement, les accords de libre-échange servent à réduire les barrières commerciales telles que les taxes douanières. Toutefois, il ne reste plus beaucoup d'obstacles de ce genre entre les États-Unis et l'UE : les taxes douanières sont déjà extrêmement basses. Ainsi, les négociations TTIP se concentrent sur les « barrières non tarifaires » (normes, directives d'emballage, restrictions d'admission et d'importation).

Et ce n'est pas tout : le TTIP prévoit d'harmoniser les législations de part et d'autre de l'Atlantique. Non seulement en ce qui concerne les produits alimentaires et industriels, mais aussi dans les domaines du droit du travail, de la santé, de la protection des données ou de l'environnement et du climat, les multinationales obtiendraient des droits très élargis d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre de tout État dont la politique nuirait à leurs profits à venir. De tels accords de protection des investissements existent déjà. Ils confèrent un droit aux multinationales – mais pas aux États – d'intenter des actions (judiciaires). Par conséquent, les pays hésitent à introduire certaines lois de crainte de se retrouver coincés dans des procédures sans fin.

Par exemple, si un parlement décidait l'introduction d'un salaire minimum ou d'une norme en matière d'environnement qui limiterait les perspectives de gain d'un investisseur, l'État en question devrait alors restituer le manque à gagner à ce dernier. Le risque entrepreneurial serait reporté sur la société civile, à l'image de ce qu'ont fait les banques durant la dernière crise financière. Parmi les 185 plaintes pendantes, il y a par exemple celle du groupe suédois Vattenfall contre l'Allemagne (raison : sortie du nucléaire et désaffectation de deux centrales nucléaires) à hauteur de quatre milliards d'euros. Un autre exemple : l'entreprise américaine Lone Pipe a porté plainte contre le Canada. Elle réclame 250 millions de Dollars US de manque à gagner causé par un moratoire sur le « fracking » entrée en vigueur au Québec.

Sources : *Wochenzeitung et Lore Wallach*
traduction : *Stefanie Schenk*

Qu'est-ce que TISA?

TISA, c'est l'acronyme de « Trade in Services Agreement » ou « Accord sur le commerce des services » en français. Outre la Suisse, les États-Unis et l'UE, 22 pays sont associés aux négociations. Lancées début 2012, ces négociations devraient déjà aboutir cette année, vu que les pourparlers se passent maintenant au niveau ministériel. La Suisse joue un rôle très actif dans ces négociations et le SECO soumet des contributions au sein du groupe des « Really Good Friends ». L'aspect problématique de TISA est principalement la libéralisation de divers domaines du Service public (hôpitaux, chemin de fer, éducation, énergie, théâtre, etc.), c'est-à-dire de ce dont nous avons besoin au quotidien. Aucune entreprise d'État ne serait exclue. Cependant, le SECO refuse de publier son mandat et le public est tenu dans l'ignorance, tandis que l'économie privée est impliquée. Il est prévu de transformer tous les services en produits commerciaux sur un marché international. Les cantons seraient obligés d'accepter des hôpitaux privés internationaux sur leurs listes des hôpitaux. Et nous pourrions être contraints par nos caisses maladies d'accepter l'offre la moins chère pour un traitement (même si c'est à l'étranger). Cette libéralisation du commerce des services restreint la marge de manœuvre politique d'une nation. TISA pourrait, par exemple, complètement annihiler tous les efforts de (re)municipalisation des services. Et, une fois les négociations closes, le rôle de notre Parlement se bornera à accepter ou refuser ces accords.

Source : *Wochenzeitung WOZ*,
traduction : *Stefanie Schenk*

STOP TTIP/TISA!



La souveraineté alimentaire au lieu du libre-échange

TTIP serait un coup dur pour le monde paysan

Depuis la divulgation en 2013 des négociations autour du TTIP (Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement), la *Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft (AbL)*^[i] et le regroupement *TTIP unfairhandelbar*^[ii] jouent un rôle prépondérant dans le mouvement de protestation. En Allemagne, cette opposition aux traités est un des mouvements citoyens actuels les plus puissants. Le 17 septembre 2016, des centaines de milliers de citoyennes et de citoyens ont manifesté dans 7 villes d'Allemagne.

Les paysannes et paysans en Suisse seront les « plus durement touchés » par les conséquences d'une ouverture illimitée au libre marché. Selon une étude^[iii] de la Haute école des sciences agronomiques, forestières et alimentaires (HAFL), le prix du blé chuterait de 44%, celui de la viande de porc de 42%, de la viande de bœuf de 27% et de la volaille de 29%. Toutefois, ces pertes de la valeur ajoutée seraient partiellement compensées par des fourrages moins chers. En agriculture, la perte de bien-être s'élèverait à 587 millions de francs. Avec 53'232 exploitations agricoles en Suisse, la perte moyenne s'élèverait donc à 11'027 francs par année et par exploitation agricole. Pourtant, les représentants de l'industrie fromagère et laitière, l'Union Suisse des Paysans ainsi que Bio Suisse espèrent des effets positifs sur les exportations en cas d'une adhésion de la Suisse au TTIP, tout en affichant un optimisme prudent.

Interview avec Georg Janssen (directeur général de l'AbL)

En tant que représentant des intérêts paysans, pourquoi pensez-vous que nous devrions lutter contre TTIP et CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement)?

Georg Janssen : Du point de vue paysan, ces accords de libre-échange soulèvent la question du pouvoir, de qui décidera à l'avenir de nos ressources fondamentales : la société civile ou les multinationales de l'agrobusiness. TTIP et CETA prévoient l'élimination progressive des droits de douane, cela signifie par exemple

Uniterre et l'Initiative pour la souveraineté alimentaire mobilisent avec une large alliance pour une grande manifestation contre TTIP/TISA & CO.

le samedi, 8 octobre 2016 à 15h sur la Place fédérale à Berne.

l'arrivée de lait et de viande supplémentaire sur un marché européen déjà noyé par les surplus. S'ensuivrait forcément un effondrement massif des prix. Les paysannes et paysans deviendraient des fournisseurs de matières premières remplaçables par n'importe quel autre producteur dans le monde. Par ailleurs, la pression sur les petites exploitations augmenterait partout.

En Europe, nous suivons traditionnellement le « principe de précaution » et il nous faut le défendre, sinon, nous risquons une normalisation des standards de production, par exemple, l'ouverture aux manipulations génétiques (OGM) dans nos champs et nos étables, comme l'exigent les négociateurs états-uniens.

Quelles réussites votre mouvement a-t-il connues en Allemagne et en Europe?

Georg Janssen : Il y a trois ans, lors de la fondation du mouvement, notre objectif minimal était d'informer le grand public sur TTIP et CETA. Il est inadmissible qu'on veuille conclure des accords d'une telle importance derrière des

portes closes et dans le plus grand secret, loin des regards de la société civile. Grâce à une campagne d'information de grande envergure en Europe et notamment en Allemagne, nous avons réussi à mettre TTIP et CETA à l'ordre du jour politique. Des centaines de milliers de personnes vont manifester pour un commerce mondial équitable et pour un arrêt de TTIP et CETA. Les principes fédérateurs à la base de ce mouvement de protestation, sont la démocratie au lieu de la puissance des multinationales, et la lutte pour une Europe des régions.

Quelle est l'influence du mouvement sur les revendications d'AbL? Concernant la perception du public et le flux d'informations vers les paysannes et les paysans (à l'intérieur d'AbL et dans tout le secteur agricole)?

Georg Janssen : Depuis trois ans, l'AbL organise des rencontres informatives dans les régions rurales en coopération avec d'autres organisations critiques. Lors de manifestations et d'actions en lien avec l'actuelle crise laitière catastrophique, le sujet des accords de libre-échange est régulièrement abordé. L'AbL demande une offensive de qualité, au lieu du dumping à l'exportation de produits agricoles. La position claire de l'AbL contre ces accords de libre-échange nous différencie nettement de l'attitude versatile des organisations paysannes européennes (COPA) et de l'influence massive exercée par l'agroindustrie pour obtenir des accords favorables aux groupes industriels. Dans un sondage réalisé en 2016 par le plus grand magazine d'Allemagne, plus de 70% des collègues agricoles soutenaient notre position.

Quelles sont les chances de renverser le TTIP? Et que se passera-t-il s'il est adopté?

Georg Janssen : Notre mouvement met en garde contre le risque de faire comme si le TTIP était mort, comme le font certains politiciens de renom en ce moment, juste pour casser la dynamique du mouvement protestataire et faire avancer les accords CETA. Au plus tard après les élections présidentielles des États-Unis, TTIP sera de nouveau à l'ordre du jour. C'est pourquoi il est si important qu'on évite une mise en vigueur à titre provisoire des accords CETA qui, par leur politique favorable à l'industrie, préparent le terrain aux accords TTIP. Ne lâchons pas la pression!

Propos recueillis par Mathias Stalder
traduction : Stefanie Schenk

[i] Traduction : communauté de travail pour l'agriculture paysanne

[ii] Jeu de mots avec unfair = injuste et unverhandelbar = non négociable

[iii] L'étude « Auswirkungen einer breiten Marköffnung auf die schweizerische Landwirtschaft und Ernährungswirtschaft » à l'attention de la CISA (Communauté d'intérêts pour le secteur agroalimentaire), avec ses 222 pages, est disponible sur le site www.igas-cisa.ch (en allemand, résumés et communiqués également en français). Parmi les membres de la CISA, on trouve aussi IP Suisse, Bio Suisse, Suissepores et Vache Mère Suisse.

Informations complémentaires :
www.ttip-unfairhandelbar.de

TPP ET SEMENCES

Échanger et conserver ses semences, un crime?

Loin des regards, dans la plus complète opacité, des méga-accords commerciaux poursuivent la privatisation des semences du monde et de la biodiversité. Comment expliquer qu'en notre nom, sans que cela n'émeuve grand-monde, le bien commun de l'humanité soit bradé aux géants de l'industrie des semences et des biotechnologies ; et ce, au détriment des droits les plus élémentaires de celles et ceux qui nourrissent l'humanité en améliorant et en transmettant ces semences depuis la nuit des temps?

Le nouveau rapport de GRAIN, publié au cœur de l'été, fait froid dans le dos, malgré la canicule. L'organisation internationale, basée à Barcelone, y décrit comment les semences paysannes sont criminalisées ; et leur vol, organisé par les multinationales, légalisé grâce à des accords commerciaux dont les principaux bénéficiaires sont les géants de l'agrochimie, tels que Monsanto, Syngenta, Dow, Pioneer. Cette batterie d'accords, de conventions, de lois, visant à légitimer le véritable hold-up de sociétés privées sur le bien commun de l'humanité, sont négociés dans un total manque de transparence, au nez et à la barbe des citoyens que nous sommes.

Nous serions en tout cas bien inspirés de nous préoccuper davantage du monde qui est en train de se mettre en place, et vise à rendre illégal, pour les agriculteurs, le simple fait de conserver, échanger ou modifier des semences déclarées « protégées ». Ce qui relève d'une terrible injustice puisque, selon GRAIN, « les entreprises prennent les semences dans les champs des agriculteurs, les bricolent un peu et revendiquent ensuite des droits de propriété sur ces 'nouvelles' variétés ». L'Union européenne, les États-Unis, le Japon, l'Australie, qui abritent la plupart des grands semenciers, exercent d'ailleurs une forte pression dans ce sens sur leurs partenaires commerciaux.

Actuellement, l'une des menaces les plus importantes pour la maîtrise des petits agriculteurs sur leurs semences est le Partenariat transpacifique (TPP), qui regroupe les États-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon, la Malaisie, le Chili, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam. Cet accord permet notamment aux investisseurs étrangers de poursuivre des gouvernements devant des tribunaux internationaux si ces gouvernements mettent en place des réglementations, y compris semencières, qui désavantageraient les intérêts de leurs entreprises.

Signé en février 2016, les pays membres du TPP sont désormais tenus de modifier leurs lois sur les semences avec, à la clé, une possibilité réduite pour les agriculteurs de conserver leurs graines ; et encore davantage la possibilité, pour les entreprises, de faire valoir des normes de propriété intellectuelle. Parmi les pays qui l'ont signé, figure la Malaisie, où des organisations telles que l'Association des consommateurs de Penang font pression sur le gouvernement pour qu'il protège les droits des agriculteurs à reproduire les semences, au lieu de les racheter chaque année au prix fort à des multinationales. Au Chili, les mouvements sociaux se battent également contre la poursuite de la privatisation des semences prévue dans le cadre du TPP. Au cours de ces dernières années, des étudiants, des agriculteurs et des consommateurs ont réussi à empêcher le Sénat d'adopter ce qu'ils appellent une « loi Monsanto », qui obligerait le Chili à adhérer à l'UPOV 1991 (Union internationale pour la protection des obtentions végétales). Cette organisation intergouvernementale, dont le siège se trouve à Genève, interdit l'échange de semences « protégées » entre agriculteurs, et en limite fortement la reproduction.

Le fait de favoriser les intérêts des multinationales agrochimiques au lieu des systèmes semenciers locaux se traduit également par une forte augmentation du prix des semences, avec des conséquences désastreuses pour les agriculteurs. Selon BioThai, une organisation de la société civile thaïlandaise citée par GRAIN, ainsi que le Conseil national des agriculteurs de ce pays, le prix des semences en Thaïlande pourrait augmenter de 60 à 100% en cas d'une adhésion à l'UPOV.

Catherine Morand, journaliste,
SWISSAID - chronique parue dans
Le Courrier du 31 août 2016

la ligne nature
Metrabol
BOLUS naturel après-vélagé
Nettoyage et tonus
Taritral
TARIR avec la nature
sans antibiotique
Parabol
en cas de cellules
somatiques
ONLINE SHOP 1627 Vaulruz
www.lgc-sa.ch 026 913 79 84